

ENTRETIEN**« PAR LA TERREUR, ISRAËL VEUT DÉCLENCHER UNE NOUVELLE NAKBA »**

Coauteur de « Palestine-Israël. Une histoire visuelle », **Dominique Vidal** revient sur les conséquences du 7 octobre et le terrorisme d'État mené par le gouvernement israélien d'extrême droite depuis des années.

Quels enseignements tirez-vous de l'année écoulée après le 7 octobre ? La surprise générale m'étonne encore. Évidemment que l'on ne pouvait pas prévoir le 7 octobre, ni la suite. Mais cette riposte disproportionnée du gouvernement israélien relève d'une politique inscrite dans ce que représentent Benyamin Netanyahu et l'extrême droite. Le premier ministre israélien n'est aucunement l'otage de ses alliés gouvernementaux, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, et le ministre des Finances, Bezalel Smotrich. Vingt ans auparavant, la pensée de Netanyahu avait déjà été analysée. Elle provient de son père, professeur d'histoire juive, Ben-Zion Netanyahu, l'un des hommes les plus engagés dans l'extrême droite israélienne. Il a été, dans les années 1930, le secrétaire particulier de Vladimir Jabotinsky, fondateur du courant sioniste le plus réactionnaire, dit « révisionniste ». À tel point qu'en 1962, Ben-Zion Netanyahu décida de fuir le « socialisme » israélien en s'exilant aux États-Unis. Ses fils ont été élevés dans les idées de Jabotinsky, dont la pensée est présentée dans le texte de 1923 « la Muraille de fer », où il appelle à écraser les Arabes pour pouvoir ensuite faire un accord de bonne foi avec eux. Cette idéologie est reprise désormais par la classe politique, sauf les partis dits « arabes » et le Parti communiste israélien. Depuis les États-Unis,

Benyamin Netanyahu a retenu de l'histoire d'Israël que la seule chose qui compte, c'est la force. La génération suivante, avec son fils Yaïr, est aussi révélatrice. Cet ultranationaliste, depuis un an en Floride, a servi de figure pour la campagne du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), en 2020, sur une affiche qui prône une Europe chrétienne. Indiscutablement, l'action du Hamas le 7 octobre est une opération terroriste. On a eu 1 200 morts environ et 250 otages. Cela ne veut pas dire pour autant que le Hamas se résume à un mouvement terroriste. Netanyahu et son gouvernement ont mené également avec la « riposte » une campagne terroriste. Nous n'avons jamais connu autant de morts dans l'histoire des conflits du Proche-Orient. Les guerres d'Israël faisaient entre 3 000 et 10 000 morts : 3 000 côté israélien et 10 000 côté arabe. L'essentiel étant des soldats. Enfin, le 7 octobre, c'est une forme de résistance palestinienne qui n'a pas trouvé de manière politique de s'exprimer. Après soixante-quinze ans de domination israélienne, de terres spoliées, de jeunes tués, elle a choisi la violence, y compris terroriste. Ce n'est pas nouveau. Le Hamas avait perpétré l'essentiel des attentats kamikazes en Israël au moment de la seconde Intifada.

Des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ont eu lieu et la justice internationale évoque le risque de crime de génocide. Qu'en pensez-vous ?

Après quarante ans de travail sur le Proche-Orient,)))



DOMINIQUE VIDAL
Historien et journaliste, spécialiste des relations internationales et notamment du Proche-Orient

Un mur en Palestine, du projet à la réalité



- Ligne verte
 - Limites de la municipalité de Jérusalem en 1967
 - No man's land
- Projet d'enfermement des Palestiniens : la clôture**
- construite ou en voie de construction
 - dont le tracé est confirmé
 - en discussion
- Processus de ghettoïsation, projet d'enclave des résidents palestiniens
- Villages palestiniens situés à l'extérieur de la clôture
- « Partage » territorial**
- Territoires prévus pour les Palestiniens
 - Territoires unilatéralement annexés par Israël
 - ▲ Colonies israéliennes

- Ligne verte
 - Limites de la municipalité de Jérusalem en 1967
 - No man's land
- La fermeture de la Cisjordanie**
- Clôtures grillagées existantes
 - Murs (8 à 10 mètres) existants
 - Clôtures planifiées
- Organisation territoriale**
- Zone A : contrôle théorique palestinien
 - Zone B : contrôle mixte palestinien et israélien
 - Zone C : contrôle israélien exclusif
 - Territoires municipaux des colonies israéliennes
 - Territoires déclarés « zone militaire » par les Israéliens : accès interdit pour les Palestiniens
 - Territoires déclarés « réserves naturelles » par les Israéliens : restrictions d'accès et d'usage pour les Palestiniens

Sources : United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Occupied Palestinian Territory (UNOCHA-OPT); B'Tselem; Passia; Yediot Aharonot; entretiens avec Gadi Algazy (historien, université de Tel-Aviv); Philippe Rekacewicz, relevés de terrain 2018, 2019 et 2021.

» il s'agit de la pire période que j'ai connue. Depuis un an, Benyamin Netanyahu a tué, détruit et se met à en faire de même au Liban. À l'ONU, on évoque plus de 100 000 morts sur une population de 2,3 millions de personnes. Une proportion inouïe. Le bilan de 40 000 donné par le ministère de la Santé du Hamas prend en compte les morts identifiés. Or, il y a évidemment des milliers de cadavres sous les gravats, sachant que 70 % des infrastructures ont été détruites.

C'est pour cela que j'utilise le terme « terroriste ». Les autorités israéliennes imposent une terreur afin de forcer les Palestiniens au départ : une nouvelle Nakba. Yoav Gallant a parlé, dès le début de l'opération militaire à Gaza, d'une « guerre contre des animaux humains » et expliqué clairement qu'il fallait les priver d'électricité, d'eau, de nourriture, de médicaments. Netanyahu mène une guerre contre un mouvement dont la naissance et le développement ont été instrumentalisés politiquement par la droite israélienne, surtout en laissant le Qatar apporter des sommes considérables.

À Gaza comme en Cisjordanie, le gouvernement israélien veut-il faire disparaître tout État palestinien ?

Le but est, d'une manière ou d'une autre, de pouvoir expulser un grand nombre de Palestiniens, notamment de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, avec un système d'annexion. Jusque-là, l'extrême droite israélienne parlait de colonisation. Depuis Donald Trump, le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem et les accords d'Abraham, le ministre Bezalel Smotrich multiplie les décisions qui vont au-delà avec des mesures préparant une véritable annexion de la Cisjordanie. À Gaza, il faudra des années pour reconstruire quelque chose. Le second objectif du gouvernement est d'imposer l'hégémonie d'Israël dans toute la région mais sans occupation physique. Le Liban rentre dans cette logique.

C'est la première fois dans l'histoire qu'un État qui possède une armée extrêmement puissante mène une guerre sans objectifs affichés. Pourtant, Israël a une pratique de négociation avec le Hamas. En 2011, le soldat franco-israélien Gilad Shalit avait été échangé contre un millier de prisonniers palestiniens. Cette fois-ci, Netanyahu semble prêt à

« LE GOUVERNEMENT VEUT INSTAURER L'HÉGÉMONIE D'ISRAËL DANS TOUTE LA RÉGION MAIS SANS OCCUPATION PHYSIQUE. LE LIBAN RENTRE DANS CETTE LOGIQUE. »



PALESTINE-ISRAËL. UNE HISTOIRE VISUELLE, de Philippe Rekaewicz et Dominique Vidal, Éditions du Seuil, 256 pages, 33 euros. Les infographies reproduites dans ces pages sont extraites de cet ouvrage.

laisser mourir les otages. D'où sa difficulté à gérer leurs familles, dont le mouvement réclame l'arrêt de la guerre pour pouvoir négocier leur libération.

Au niveau international, quel impact a eu la guerre dans la bande de Gaza ?

L'effet indiscutable, c'est l'isolement d'Israël, qui a atteint des proportions jamais connues. En Afrique, la représentante d'Israël a été évincée du sommet de l'Union africaine. En Amérique latine, il y a eu toute une série de mesures, de sanctions, voire de ruptures des relations. En Europe, sur la question de la reconnaissance, un certain nombre de pays ont franchi le pas.

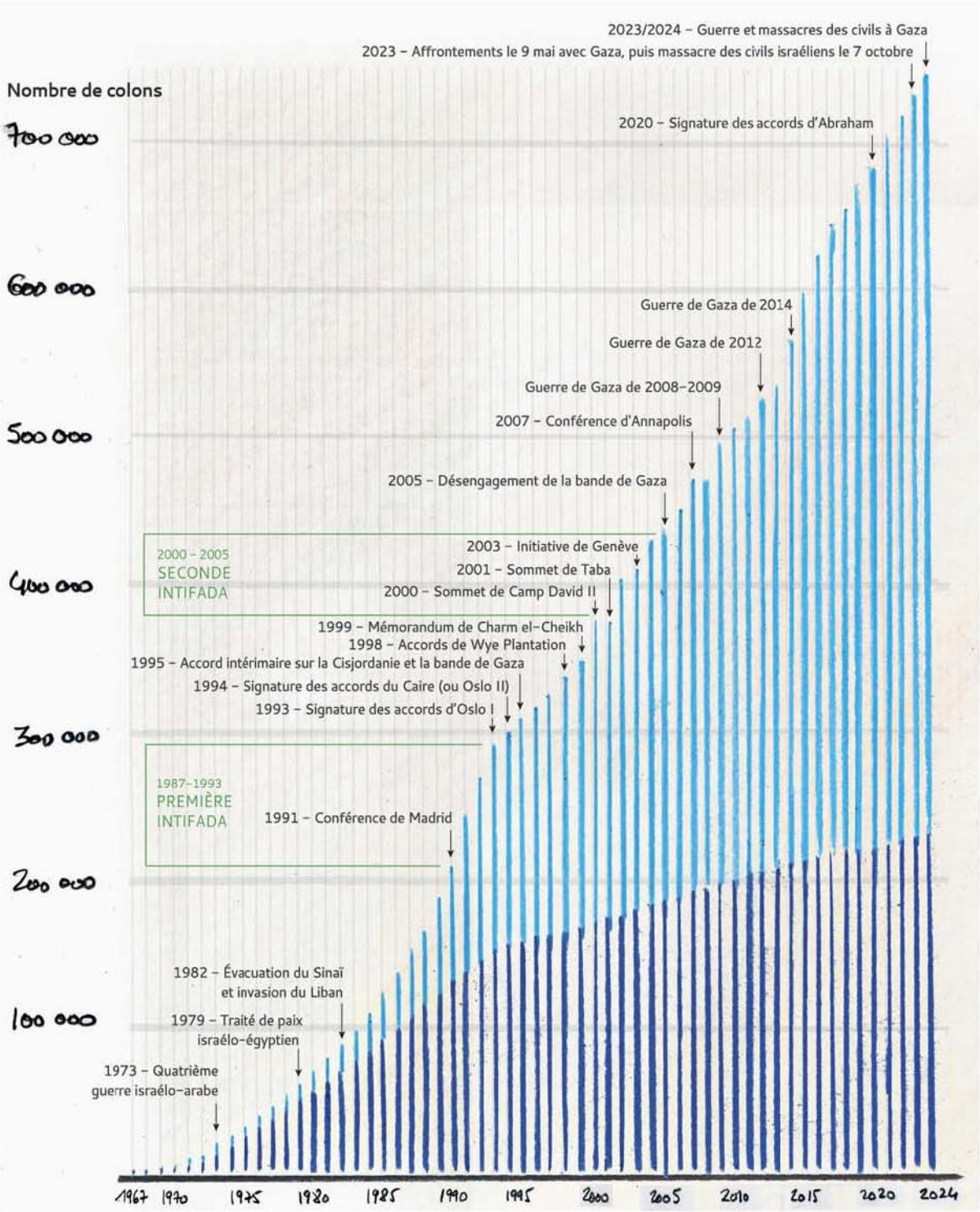
Dans le monde arabe, le processus de normalisation avec Israël a été freiné. Les opinions y sont clairement hostiles désormais. La guerre a pris une telle proportion qu'aucun dirigeant saoudien ne peut plus signer les accords d'Abraham sans une perspective d'État pour les Palestiniens. Ce qui se produit ringardise notre grille de lecture traditionnelle du monde et du Proche-Orient en particulier. Il faut la revoir complètement. Les puissances régionales ont une position géopolitique qui ne ressemble en rien à ce qui était celle de l'ancien « tiers-monde » ou des « non-alignés ». Certes, on retrouve aujourd'hui nombre de mêmes pays mais leur politique n'a rien de comparable avec le projet de Bandung.

La guerre a-t-elle servi au Sud global afin d'assumer sa place ?

Le plus insupportable, ce sont les deux poids deux mesures, qui servent à maintenir une forme de gestion du monde par les États-Unis et leurs alliés, mais face à une partie du Sud. De l'Ukraine au Sahel, ce qui est frappant, c'est qu'une majorité d'habitants du monde, via les représentations étatiques, ont condamné l'invasion russe de l'Ukraine mais aussi refusé de prendre à leur compte les sanctions décidées par les Occidentaux. De même, Washington n'a pas appliqué une quelconque sanction contre Israël. Depuis des années, l'Assemblée générale des Nations unies vote sur une résolution prônant « le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à un État », presque dans les mêmes termes. Seuls quatre pays l'ont refusée lors du dernier vote : les États-Unis, la Micronésie, les îles Marshall et Nauru. L'objectif, le seul possible, c'est évidemment l'égalité des droits de tous ceux qui vivent sur cette terre. Après, ils choisiront la forme institutionnelle qui permet la coexistence de deux États. Le plus urgent est un cessez-le-feu. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA
vadim.kamenka@humanite.fr

Cinq décennies de colonisation



Jérusalem-Est | Reste de la Cisjordanie

Sources : B'Tselem ; la Paix maintenant ; Passia ; Bureau statistique israélien

À LA UNE

7 OCTOBRE 2023, UNE ANNÉE EN ENFER

EN IMAGES

DOUZE MOIS D'ESCALADE ET DE MASSACRES

De l'attaque terroriste du Hamas en Israël jusqu'aux récentes frappes au sud du Liban, les dates clés d'une guerre sans merci.

2023

7 octobre : Depuis la bande de Gaza, le Hamas lance l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » en Israël. Ses attaquants, ainsi que ceux des branches armées du Jihad islamique, du Front démocratique pour la libération de la Palestine, du Front populaire de libération de la Palestine et des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, pénètrent les kibboutz proches de l'enclave palestinienne. Ils massacrent plus de 1 140 personnes, en majorité des civils, et prennent au moins 240 otages.

BALKIS PRESS / ABACA



YEFIMOVICHILIA / DPA / ABACA

9 octobre : Après le lancement de bombardements intenses, Yoav Gallant, le ministre israélien de la Défense, décrète le « siège complet » de la bande de Gaza et coupe l'approvisionnement en nourriture, en eau potable, en gaz et en électricité au prétexte de combattre « des animaux et d'agir en conséquence ».



REUTERS / MOHAMMED SALEM
REUTERS / IBRAHEEM ABU MUSTAFA



MAHMUD HANS / AFP

À LA UNE

7 OCTOBRE 2023, UNE ANNÉE EN ENFER

13 octobre : L'armée israélienne émet un ordre d'évacuation pour 1,1 million de civils palestiniens du nord de la bande de Gaza sous 24 heures.

27 octobre : Israël lance son invasion de la bande de Gaza (ci-dessous). Toutes les communications sont coupées. Le Hamas déclare que près de 50 otages ont été tués dans les bombardements.

11 novembre : Israël accuse le Hamas d'utiliser l'hôpital Al-Shifa (ci-contre) comme base stratégique et encercle l'établissement, qui abrite 3 000 patients et déplacés, selon l'ONU, avant d'y pénétrer. Avraham Moshe Dichter, le ministre israélien de l'Agriculture, qualifie la situation à Gaza de « Nakba (catastrophe) de 2023 », en référence à l'exil forcé des Palestiniens en 1948.





MAHMUD HANS / AFP

24 novembre : Proclamation d'une trêve humanitaire de quatre jours. La libération de 110 otages contre 210 prisonniers palestiniens est annoncée (ci-dessous).
4 décembre : Israël exhorte les habitants et réfugiés du sud de la bande de Gaza

à fuir vers Rafah et la zone côtière afin de faire pénétrer des chars dans la zone sud (ci-contre). Tel-Aviv annonce avoir tué plus de 5 000 combattants du Hamas et plus de 10 000 civils depuis le début de la guerre.



HAMAS MILITARY WING/HANDOUT VIA REUTERS



REUTERS/JIBRAHEEM ABU MUSTAFA

22 décembre : Après cinq veto états-unis, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution en faveur de l'acheminement « à grande échelle » de l'aide humanitaire. Le texte n'évoque en revanche aucun cessez-le-feu.

2024
23 janvier : La bande de Gaza est « menacée d'une famine imminente », selon l'ONU. En cause, le blocage de l'aide humanitaire par les autorités israéliennes. Selon le Programme alimentaire mondial, environ 70 % des demandes de livraison de nourriture au nord de Gaza ont été rejetées (ci-contre).



26 janvier : Saisie par l'Afrique du Sud, la Cour internationale de justice (ci-contre) ordonne à Israël de prévenir « tout risque de génocide ». Tel-Aviv contre-attaque en accusant sans preuve des fonctionnaires de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) d'avoir pris part à l'attaque du Hamas. Pendant ce temps, les manifestations pour réclamer le retour des otages se multiplient (ci-dessus).

25 mars : Une résolution du Conseil de sécurité appelle à un cessez-le-feu, grâce à l'abstention des États-Unis. Israël fait fi du droit international et ne respectera pas la demande.

13 avril : En réplique à la frappe israélienne du 1^{er} avril contre le consulat iranien à Damas (Syrie), l'Iran lance 300 drones et missiles contre Israël pendant la nuit. La quasi-totalité est interceptée par la défense antiaérienne.



20 mai : Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Karim Khan requiert un mandat d'arrêt contre le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et son ministre de la Défense, Yoav Gallant (en bas à gauche), pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, comprenant notamment « l'homicide intentionnel » et « l'extermination et/ou le meurtre y compris en lien avec le fait d'affamer des civils ayant entraîné la mort ». Trois dirigeants du Hamas, dont Yahya Sinouar, sont également visés pour, notamment, « extermination », « viol et autres formes de violences sexuelles », « prise d'otages » et « actes inhumains dans le contexte de la captivité ».

28 mai : L'Espagne, la Norvège et l'Irlande reconnaissent officiellement la Palestine. Pour la première fois depuis le début du

conflit, des pays européens font un pas vers la création d'un État palestinien.

30 juillet : Israël tue l'un des principaux responsables militaires du Hezbollah libanais, le commandant Fouad Chokr, dans un tir de missile. Le groupe promet « une riposte inévitable ».

31 juillet : Le Hamas confirme le décès de son chef politique Ismaël Haniyeh (ci-contre à droite), tué à Téhéran par un raid israélien, alors qu'il devait assister à la prestation de serment du nouveau président iranien, Massoud Pezeshkian. L'ayatollah Ali Khamenei promet une riposte de l'Iran.

6 août : Yahya Sinouar est nommé à la tête du Hamas. « Ils ont tué Haniyeh, l'homme flexible et ouvert aux solutions. Maintenant, ils doivent faire face à Sinouar et aux dirigeants militaires », explique un responsable de l'organisation palestinienne.



MAJID SAIEDI / GETTY IMAGES VIA AFP



REUTERS

17 septembre : Israël mène une attaque terroriste d'un nouveau genre en faisant exploser des engins dissimulés dans des milliers de bipeurs à travers le Liban. Le lendemain, d'autres appareils électroniques explosent simultanément. Au total, 37 personnes sont mortes, dont une fillette de 9 ans, un garçon de 11 ans et deux soignants, et 2 931 autres blessées.

23 septembre : Israël intensifie ses frappes sur le sud du Liban (ci-contre). En près d'un an, les attaques israéliennes ont fait 1540 morts et 5 410 blessés, selon les autorités libanaises. Plus de 31 000 personnes ont fui vers la Syrie du fait de l'intensification des bombardements.

26 septembre : À la tribune de l'ONU, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, exhorte les grandes puissances : « Arrêtez le génocide. Arrêtez d'envoyer des armes », ajoutant : « Nous ne partirons pas, la Palestine est notre patrie. »

27 septembre : Israël jure de combattre le Hezbollah « jusqu'à la victoire », rejetant la trêve de 21 jours demandée à l'Assemblée de l'ONU par plusieurs pays occidentaux et arabes. Le soir-même, une frappe israélienne réduit en cendres le quartier général de la milice chiite à Beyrouth et tue Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah (ci-dessus). La région n'a jamais été aussi proche de l'embrasement. ●

LINA SANKARI

lina.sankari@humanite.fr



MAHMOUD ZAYATI / AFP